



Règlements de la Municipalité de Saint-Arsène

PROVINCE DE QUÉBEC
MRC DE RIVIÈRE-DU-LOUP
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ARSÈNE

RÈGLEMENT N° 428

TRAITEMENT DES ÉLUS MUNICIPAUX DE SAINT-ARSÈNE

CONSIDÉRANT QUE la *Loi sur le traitement des élus municipaux* (L.R.Q., c. T-11.001) fixe le minimum et le maximum de la rémunération de base et des allocations de dépenses auxquelles un membre du Conseil a droit ;

CONSIDÉRANT QUE ce Conseil juge opportun de modifier le règlement N° 398 adopté le 2 décembre 2019, portant sur la rémunération et l'allocation des dépenses des membres du conseil afin de les actualiser aux augmentations reliées au coût de la vie ;

CONSIDÉRANT QU'IL y a lieu, en conséquence, d'abroger et de remplacer le règlement N° 398, portant sur la rémunération et l'allocation des dépenses des membres du conseil, adopté le 2 décembre 2019;

CONSIDÉRANT QU'UN avis de motion du présent règlement a été dûment donné lors de la séance du Conseil tenue le 2 décembre 2024 à la salle du Conseil située au Centre communautaire Morneau du 65 rue de l'Église, conformément au Code municipal du Québec (RLRQ, c.C-27.1) par le conseiller M. Marc Rioux ;

CONSIDÉRANT QU'une présentation du projet de règlement a été faite à la séance ordinaire du Conseil municipal tenue à 20 h 00, le 2 décembre 2024, à la salle SVVF du Centre Communautaire Morneau, située au 65 rue de l'Église, Saint-Arsène, que des copies ont été disponibles sur place pour le public et qu'une copie a été disponible pour consultation sur le site Internet de la Municipalité ainsi qu'au bureau municipal, conformément au Code municipal du Québec (RLRQ, c. C-27.1)

CONSIDÉRANT QUE tous les membres du conseil ont pris connaissance dudit règlement, conformément au Code municipal du Québec (RLRQ, c.C-27.1);

IL EST PROPOSÉ, par le conseiller, M. Robin Plourde, et résolu que ce règlement soit adopté et que ce Conseil **ORDONNE** et **STATUE** par le règlement N° 428, ce qui suit :

ARTICLE 1 BUT DU RÈGLEMENT

Le présent règlement porte le titre de : « Traitement des élus municipaux de Saint-Arsène » et a pour but de fixer l'état de la rémunération allouée et de son augmentation annuelle.



ARTICLE 2 PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.

ARTICLE 3 TRAITEMENT DES ÉLUS

- a) Pour l'exercice financier de l'année 2025, la rémunération annuelle du maire est fixée à **10 300 \$**;

En plus de sa rémunération annuelle prévue au présent article, le maire reçoit à titre d'allocation de dépenses, un montant équivalent à la moitié de sa rémunération annuelle fixée par les présentes, représentant un montant de 5 150 \$, sous réserve du montant de l'allocation de dépenses maximal prévu à l'article 19 de la *Loi sur le traitement des élus municipaux*, ainsi que du partage de l'allocation de dépenses prévu par l'article 19.1 de cette *Loi*. Pour une rémunération totale de **15 450 \$**.

- b) Pour l'exercice financier de l'année 2025, la rémunération annuelle des conseillers est fixée à **3 900 \$**;

En plus de sa rémunération annuelle prévue au présent article, le conseiller reçoit à titre d'allocation de dépenses, un montant équivalent à la moitié de sa rémunération annuelle fixée par les présentes, représentant un montant de 1 450 \$, sous réserve du montant de l'allocation de dépenses maximal prévu à l'article 19 de la *Loi sur le traitement des élus municipaux*, ainsi que du partage de l'allocation de dépenses prévu par l'article 19.1 de cette *Loi*. Pour une rémunération totale de **5 350 \$**.

- c) À partir de l'année 2025, la rémunération annuelle de base et l'allocation de dépenses seront indexées à la hausse pour chaque exercice financier à compte du 1^{er} janvier de chaque année, selon le taux d'augmentation de l'indice d'ensemble des prix à la consommation (IPC), tel que publié par Statistique Canada pour le territoire du Québec pour la période de 12 mois se terminant le 31 août de la dernière année.

- d) La rémunération est versée à chacun des membres du conseil à la fin de chaque trimestre (mars, juin, septembre et décembre);

- e) Une rémunération additionnelle est accordée pour les fonctions particulières ci-après décrites :

- Maire suppléant : 200 \$ par mois

- f) Les membres du conseil n'ont droit à aucune allocation de dépenses sur le territoire de la municipalité de Saint-Arsène.

- g) Les membres ont droit à un remboursement des frais de déplacement (kilométrage, repas, etc.) selon les mêmes termes que ceux établis dans le manuel de l'employé de la Municipalité de Saint-Arsène.

- h) Toute inscription d'un membre du conseil à un colloque, à une formation ou à un autre événement de nature similaire doit faire l'objet d'une résolution du Conseil municipal par laquelle ce dernier prévoit le remboursement des frais de déplacement qui sont reliés et doit également faire l'objet d'une approbation par le maire.



Règlements de la Municipalité de Saint-Arsène

ARTICLE 4 COMPENSATION POUR PERTE DE REVENUS

- a) Tous les membres du conseil municipal ont droit à une compensation pour perte de revenus selon les termes suivants :
1. Le membre élu a dû quitter son emploi pour venir travailler au bureau municipal pour une période de plus de 6 heures consécutives ;
 2. La municipalité a connu un événement qui a forcé le maire, ou son suppléant, à déclarer une situation d'urgence selon les procédures décrites dans le Code Municipal du Québec en vigueur ;
- b) Pour obtenir paiement de la compensation pour perte de revenus, le membre du conseil doit préalablement fournir une preuve de revenus d'emploi pour lequel il demande une compensation ;
- c) Le montant de la compensation pour perte de revenus est fixé selon la preuve de revenus apportée par le membre qui en fait la demande selon le calcul suivant :
- Le remplacement de 100% du salaire horaire brut X 8 heures par jour où le membre a dû s'absenter de son travail.
- d) Nonobstant ce qui précède, aucune compensation ne sera versée pour la perte d'avantages sociaux ou autres conditions de travail auxquels le membre élu aurait eu droit sur son lieu de travail.
- e) La compensation pour perte de revenus est payable par chèque, immédiatement après avoir été approuvée par le Conseil municipal lors d'une séance ordinaire dans le rapport sur la présentation des comptes à payer.

ARTICLE 5 PÉNALITÉS POUR ABSENCES

Une pénalité de **100 \$** par absence non justifiée sera appliquée pour chaque séance ordinaire du Conseil municipal.

Les absences justifiées (maladie, obligations professionnelles, etc) doivent être communiquées au greffier au moins 24 heures avant la tenue de la séance.

ARTICLE 6 ABROGATION

Le présent règlement abroge et remplace le règlement N° **398** sur la rémunération des élus dans leurs intégralités.



ARTICLE 7 ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entrera en vigueur selon la loi au 1^{er} janvier 2025.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ PAR LES CONSEILLERS PRÉSENTS

AVIS DE MOTION, ce 2 décembre 2024 ;

PRÉSENTATION du projet de règlement, ce 2 décembre 2024 ;

ADOPTÉ, ce 13 janvier 2025 ;

PUBLIÉ, ce 16 janvier 2025.


(Signé) Marc Rioux, Maire suppléant


(Signé) Jean-François Dumais
Directeur général et greffier-trésorier